

Entretien exclusif

# Macky Sall : "L'Afrique n'est plus la chasse gardée de l'Europe"

**EXCLUSIF** - Émeutes à Dakar, guerre en Ukraine, Poutine et Françafrique. Dans un entretien exclusif à L'Express, le président du Sénégal livre ses quatre vérités.



Le président du Sénégal, Macky Sall, n'exclut pas de se porter candidat à un troisième mandat en février 2024.

**Propos recueillis par Charlotte Lalanne**

Publié le 20/03/2023 à 06:51

Le président du Sénégal, Macky Sall, n'exclut pas de se porter candidat à un troisième mandat en février 2024.  
The Yomiuri Shimbun via AFP

Président du Sénégal depuis 2012, Macky Sall, 61 ans, est à la tête d'un pays en ébullition. A un an de la présidentielle, le chef de l'Etat n'exclut pas de se présenter à un troisième mandat tandis que son opposant Ousmane Sonko - poursuivi pour viols et diffamation - mobilise ses partisans dans la rue depuis deux ans. En 2021, des émeutes se sont soldées par la mort de 14 personnes. La semaine dernière, de nouveaux heurts ont éclaté à Dakar en marge des marches organisées par les supporters de Sonko contre la procédure judiciaire qui vise leur champion. Aux manettes d'un pays de 17 millions d'habitants, Macky Sall vient également de terminer son mandat d'un an à la présidence de l'Union africaine, marqué par la crise alimentaire liée à la guerre en Ukraine.

[...]

### **Serez-vous candidat à votre succession en février 2024 ?**

Cette question m'a été posée des dizaines de fois. Dans mon camp, les gens se sont déjà positionnés pour m'investir comme candidat. Je n'ai pas encore apporté ma réponse. J'ai un agenda, un travail à faire. Le moment venu, je ferai savoir ma position, d'abord à mes partisans, ensuite à la population sénégalaise.

### **La perspective d'un troisième mandat inquiète une partie de la société civile et certains de vos partenaires occidentaux...**

Sur le plan juridique, le débat est tranché depuis longtemps. J'ai été élu en 2012 pour un mandat de sept ans. En 2016, j'ai proposé le passage au quinquennat et suggéré d'appliquer cette réduction à mon mandat en cours. Avant de soumettre ce choix au référendum, nous avons consulté le Conseil constitutionnel. Ce dernier a estimé que mon premier mandat était intangible et donc qu'il était hors de portée de la réforme. La question juridique est donc réglée. Maintenant, dois-je me porter candidat pour un troisième mandat ou non ? C'est un débat politique, je l'admets.

**Dans votre autobiographie publiée avant la présidentielle de 2019, *Le Sénégal au cœur*, vous affirmiez briguer votre "deuxième et dernier mandat". Direz-vous comme votre prédécesseur Abdoulaye Wade, en 2012 : "Ma waxoon waxeet" (Je l'ai dit, je me dédis) ?**

Je ne me dédis pas. J'ai donné une opinion qui correspondait à ma conviction du moment. Celle-ci peut évoluer et les circonstances peuvent m'amener à changer de position. Nous sommes en politique. Mais pour l'instant, je n'ai pas déclaré ma candidature. Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit.

**Il se murmure qu'Emmanuel Macron a tenté de vous en dissuader.**

Je ne vais pas faire état de mes conversations avec le président français devant la presse. Nous avons des discussions sur différents sujets, y compris celui-là. Il est libre d'avoir son opinion, d'exprimer des désirs, de faire part de sa volonté et, même, de prodiguer des conseils. Moi aussi, j'ai un point de vue personnel sur la politique qu'il mène.



## Message à la Nation du 3 Juillet 2023

DISCOURS — 03 JUILLET 2023



## **Mes cher(e)s compatriotes d'ici et de la diaspora**

C'est en forte conscience des responsabilités qui m'incombent que je voudrais m'adresser à vous, ce soir, en ma qualité de garant du fonctionnement régulier des institutions, de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire.

Pour beaucoup d'entre nous, nous venons de célébrer la fête de la Tabaski, cette fête de la foi, de la solidarité et de la convivialité, en compagnie de ceux et celles que nous aimons et qui emplissent nos vies de bonheur, d'espoir et d'amitié. Pour certains de nos concitoyens cependant, la fête s'est déroulée dans l'ombre du deuil, parce que leurs chers enfants faisaient partie de ceux et celles qui ont perdu la vie dans des violences insoutenables, injustifiables et inexcusables. Des violences qui ont mis à l'épreuve notre cohésion sociale et notre longue et enviable tradition de paix et de stabilité en Afrique.

Vous aurez donc compris la tristesse et la douleur qui sont miennes. Vous, comme moi, nous n'étions pas cette année dans le même état d'esprit par lequel nous honorons et célébrons la fête du sacrifice.

Permettez-moi de m'incliner, à nouveau, devant la mémoire de nos enfants qui ont tragiquement perdu la vie, sous les effets brutaux de la violence et de renouveler mes condoléances à toutes les familles éplorées et à la nation toute entière. Je n'ai pas manqué, dans mes prières, il y a quelques jours, aux lieux saints de l'islam, de penser à nos regrettés disparus. Aucun de nos fils, aucune de nos filles, ne doit payer de sa vie les désaccords qui s'expriment dans nos sociétés. La vie de nos concitoyens ne peut être sacrifiée sous l'autel d'intérêts politiques. Nous avons l'obligation de protéger la vie et la dignité de tous les sénégalais, de toutes les sénégalaises.

Devant l'insoutenable, l'innommable, la prise de parole n'est pas toujours facile et souvent, les mots n'arrivent pas à exprimer le plein de tristesse qui nous envahit.

Nous avons vécu des événements particulièrement graves, marqués par une violence sans précédent, occasionnant des morts et des blessés, ainsi que la destruction massive de biens publics et privés.

Les scènes de violences et de pillages auxquelles nous avons assisté et leur coïncidence avec une cyber attaque contre des sites stratégiques du Gouvernement et des services vitaux, tels que l'eau et l'électricité, n'ont rien à voir avec une quelconque manifestation politique.

Rien, ni aucune revendication ne saurait justifier qu'on tue, qu'on diffuse des messages de haine et de violence dans les réseaux sociaux, qu'on saccage et brûle des biens publics et privés, y compris des moyens de transport, des commerces, des lieux de culte, des domiciles, des Consulats, des ambulances –même un corbillard-, des universités et des écoles comme pour éteindre la lumière du savoir, réduire au silence notre élite et notre relève scientifiques et intellectuelles et plonger notre pays dans les ténèbres de l'obscurantisme. L'objectif funeste des instigateurs, auteurs et complices de cette violence inouïe était clair : semer la terreur, mettre notre pays à l'arrêt et le déstabiliser. C'est un véritable crime organisé contre la nation sénégalaise, contre l'État, contre la République et ses Institutions.

Face à ces actes inadmissibles, l'État est resté debout et le peuple sénégalais, attaché à son vivre ensemble, a refusé de tomber dans le piège de cette machination insurrectionnelle aux antipodes des valeurs démocratiques et qui visait à s'emparer du pouvoir par la violence et détruire notre modèle de société.

Je renouvelle mon soutien et mon entière confiance à nos forces de défense et de sécurité dont la retenue, le professionnalisme et le sang-froid ont permis d'éviter un bilan plus lourd.

Je redis avec fermeté que les auteurs, les commanditaires, les complices répondront de leurs actes inqualifiables devant la justice. En attendant, les enquêtes se poursuivent. Nous ferons toute la lumière sur ces événements et sur les forces occultes qui veulent ébranler notre pays. Pour ma part, j'affirme ici que je ne transigerai pas avec des fossoyeurs de la nation, de l'État, de la République. Ce serait trahir mon serment constitutionnel.

J'exprime encore ma profonde compassion et ma solidarité aux victimes de ces actes criminels qui ont perdu leurs biens, fruits d'années d'investissement, de labeur et d'efforts quotidiens. Je pense également à toutes celles et tous ceux plongés aujourd'hui dans la détresse, parce que leurs emplois sont perdus ou menacés. C'est le Sénégal qui se lève tôt, qui travaille dur toute la journée et qui se couche tard qui est ainsi atteint.

J'invite fortement les parents et les familles à plus de vigilance. Je demande solennellement aux citoyens, aux leaders d'opinion, à toutes les forces vives de la nation, politiques et apolitiques, soucieux de la sauvegarde des valeurs démocratiques, de la paix, de la sécurité et de la stabilité de notre pays, de soutenir, sans réserve, l'action de l'État pour mettre en échec le projet pernicieux de déstabilisation du Sénégal. Quand la paix, la sécurité et la stabilité de la patrie sont à ce point menacées, il n'y a point d'indifférence et de neutralité possibles

Au regard de cette situation sans précédent, j'ai demandé au gouvernement de faire un bilan exhaustif des pertes et d'examiner les voies et moyens d'assister les familles des victimes ainsi que les personnes et entités ayant subi des préjudices.

Le contexte est difficile, les inquiétudes, les angoisses sont là. Mais je sais que le peuple sénégalais a les ressources spirituelles, culturelles, traditionnelles, sociales pour transformer ces moments d'épreuves en une chance pour la paix. Ainsi œuvrer à transformer nos divergences en des occasions de dialogues constructifs pour forger le Sénégal que nous voulons, un Sénégal de respect de la vie humaine, de la justice, de l'égalité et de la paix. Un Sénégal qui se réconcilie avec ses valeurs de « disso », de concertation qui ont traversé le temps et construit son histoire enviée.

L'heure du bilan viendra plus tard alors que des occasions se présenteront pour vous parler de ce que le Sénégal a été sous ma présidence. Mais aujourd'hui, je voudrais interpeller toute la classe politique, sans exclusive. Notre pays nous demande de regarder ensemble vers l'avenir afin que nous soyons les bâtisseurs du Sénégal de demain. Consolidons les forces de nos institutions tout en remédiant à leurs faiblesses ; Abandonnons les postures populistes, nihilistes, extrémistes qui tentent de présenter notre pays comme un désert sans loi. Chaque nation peut être éprouvée, chaque société peut être traversée par des tensions. Mais voici plus de 60 ans que nous œuvrons à construire un Sénégal selon nos valeurs de paix et de solidarité. Des jalons ont été posés par mes prédécesseurs. Continuons à bâtir sur ces acquis et éloignons-nous des radicalismes qui veulent faire de la violence l'arbitre principal de nos différends. Nous pouvons être des adversaires mais jamais des ennemis. C'est pour cela, qu'après le dialogue

national réussi que je salue encore, ma main demeure tendue à toutes les voix de bonne volonté pour continuer d'échanger sur les bonnes idées, les bonnes propositions qui nous permettront de faire advenir un Sénégal de bâtisseurs et non de casseurs, d'asseoir une paix durable, de réussir des élections apaisées dont les résultats seront acceptés par tous, le lendemain du scrutin.

Cette vision de nous-mêmes comme un peuple ancré dans la paix et la stabilité n'est pas une utopie, même si notre histoire politique a rencontré quelques moments de fragilité, de tensions. Notre force a été d'avoir toujours su trouver les mots, les paroles, les rencontres pour converser, pour panser ensemble les plaies, guérir ensemble les maux. Et depuis mon investiture à la magistrature suprême, mon gouvernement et moi, n'avons ménagé aucun effort pour renforcer l'unité nationale, consolider les acquis de notre démocratie et le respect des droits de l'homme. Nous n'avons cessé de relever les défis liés au développement économique et social. Nous avons un bilan qui amène nos adversaires, même ceux parmi les plus virulents, à reconnaître que nous avons fait progresser le Sénégal.

Mais aujourd'hui, ce n'est pas sur le bilan de nos réalisations que je veux surtout m'appesantir. Je veux parler avec vous de notre avenir en tant qu'il est façonné par les dynamiques de notre présent, de nos aspirations les uns à l'égard des autres, de la promesse que chacun peut être pour l'autre dans la construction du Sénégal que nous souhaitons léguer à nos enfants. Je veux donc parler de ce que, le Sénégal de demain exige de nous aujourd'hui, nous les contemporains. Je veux évoquer nos responsabilités en tant que communauté de destin.

Nous sommes condamnés à une solidarité susceptible de préserver l'unité de notre nation, malgré les tensions et divergences qui peuvent nous opposer. Cette solidarité ne signifie pas une totale convergence des points de vue, une uniformisation des consciences, une domination des uns sur les autres. Cette solidarité est celle qui nous empêchera de traduire nos désaccords, nos dissonances dans des violences meurtrières, justement parce que nous aurons su nous abreuver dans les sources démocratiques, morales, spirituelles et culturelles du grand peuple sénégalais. Cette solidarité, mes chers compatriotes, c'est celle qui poussera chaque individu à développer les comportements qui ne menacent pas l'avenir de notre nation. Cette solidarité enfin, c'est celle qui fera de chacun, de chacune de nous, une digue contre la violence.

J'entends bien les aspirations du peuple sénégalais, de sa jeunesse en particulier, de ses attentes légitimes en matière de justice socio-économique, de création d'emplois, de renforcement du système d'éducation et de formation professionnelle, de meilleurs cadres de vie. Je comprends la volonté de notre jeunesse de vouloir vivre une vie qui vaut la peine d'être vécue, ici au Sénégal et non ailleurs. C'est justement à nous concerner à repenser ensemble cette solidarité que nous parviendrons, en tant que société, à répondre aux justes revendications de notre jeunesse et de l'ensemble des citoyens sénégalais.

Jamais la violence n'a permis à un pays de répondre aux aspirations de sa population. Loin d'être une solution, la violence et les discours qui la construisent sont les signes d'une démission morale, intellectuelle, politique et citoyenne. N'est-ce pas à inventer, à réinventer de nouvelles manières de penser le développement de notre pays et de l'Afrique que nous devons nous atteler afin d'assumer notre destin dans un monde de plus en plus instable ? Mais pourrait-on collectivement nous ouvrir à des possibles, produire le meilleur de nous-mêmes, si nos intérêts politiques personnels nous dressent les uns contre les autres, poussant ainsi une partie de la jeunesse dans la banalisation de la violence ? A l'heure où se reconfigurent les rapports de pouvoir au niveau global, où la révolution numérique nous plonge dans des ailleurs incontrôlés,

le Sénégal et l'Afrique de manière générale, ont plus que jamais besoin de se réarmer scientifiquement et intellectuellement par la production des savoirs et des savoirs faire capables de défendre l'intérêt de nos populations et de nos cultures.

Nous avons des intelligences et des ressources humaines, ici, mais aussi disséminées à travers le monde, que seul le sens de la solidarité pourrait mobiliser au service d'une Afrique forte dans un monde malmené par des luttes d'influences et de domination. La violence est un frein à la mise en œuvre de nos capacités, de notre engagement à faire émerger un Sénégal prospère, un Sénégal de richesse partagée, bref, un Sénégal de tous, un Sénégal pour tous.

C'est fort de la conviction d'un Sénégal enraciné dans les vertus de la paix et du dialogue, que j'ai appelé à l'organisation d'un dialogue national ouvert, pluriel et inclusif. Je ne saurais assez remercier le coordonnateur de ce dialogue national ainsi que les présidents et rapporteurs de commissions, de même que tous les participants, sans exception, qui ont su mettre le Sénégal au-dessus de tout pour produire, en un temps record, des recommandations fort stratégiques, sur les différentes dimensions de la vie sociale, politique, économique et culturelle de notre pays. Je salue les conclusions très positives du dialogue national dont la mise en œuvre débutera cette semaine par la saisine de l'assemblée nationale pour la modification de certaines dispositions de la constitution et du code électoral entre autres.

### **Mes cher(e)s compatriotes,**

S'agissant de l'élection présidentielle du 25 février 2024, je tiens à ce que le gouvernement prenne toutes les dispositions pour une bonne organisation du scrutin, comme par le passé.

En ce qui me concerne, j'ai suivi avec beaucoup d'attention et d'émotion les différentes manifestations de soutien à ma candidature pour un second quinquennat. La dernière étant celle des 512 maires et présidents de conseil départemental sur les 601 que compte notre pays. A cela s'ajoutent les soutiens de la diaspora, de mouvements de jeunes, de femmes, de nos respectés sages, d'enseignants, d'arabisants, de religieux et bien d'autres groupes, tous déjà prêts pour mener le combat de ma réélection. A tous ces compatriotes, je voudrais exprimer ma profonde gratitude en réservant une mention spéciale et toute particulière à la coalition BBY, à mon parti l'Alliance Pour la République et à la grande coalition de la majorité présidentielle.

**Mes cher(e)s compatriotes, ma décision longuement et mûrement réfléchie est de ne pas être candidat à la prochaine élection du 25 février 2024. Et cela, même si la constitution m'en donne le droit.** En effet, depuis la révision constitutionnelle de 2016, le débat juridique a été définitivement tranché par la décision du Conseil Constitutionnel n°1-C-2016 du 12 février 2016.

Je sais que cette décision surprendra tous ceux et celles nombreux dont je connais l'admiration, la confiance et la fidélité sincères. Elle surprendra aussi ceux et celles qui souhaitent me voir encore guider la construction du pays qui trouve de plus en plus ses marques. Mais le Sénégal dépasse ma personne et il est rempli de leaders également capables de pousser le pays vers l'émergence.

On a tant spéculé, commenté sur ma candidature à cette élection. Cependant, Je n'ai jamais voulu être l'otage de cette injonction permanente à parler avant l'heure, car mes priorités portaient surtout sur la gestion d'un pays, d'une équipe gouvernementale cohérente et engagée

dans l'action pour l'émergence, surtout dans un contexte socio-économique difficile et incertain.

Contrairement donc aux rumeurs qui m'attribuaient une nouvelle ambition présidentielle, **je voudrais dire que j'ai une claire conscience et mémoire de ce que j'ai dit, écrit et répété ici et ailleurs, c'est-à-dire que le mandat de 2019 était mon second et dernier mandat. C'est cela que j'avais dit et c'est cela que je réaffirme ce soir.** J'ai un profond respect pour les Sénégalais et les Sénégalaises qui m'ont lu et entendu. J'ai un code d'honneur et un sens de la responsabilité historique qui me commandent de préserver ma dignité et ma parole.

Je rends ici un hommage à mes prédécesseurs, les présidents Léopold Sédar Senghor, Abdou Diouf et Abdoulaye Wade dont les parcours sont, bien sûr, différents mais qui ont contribué chacun à construire l'image de ce Sénégal démocratique qu'il faut perpétuer. Je ne saurai faire moins.

D'ici la transmission du pouvoir au futur président de la république, in shallah, le 2 avril 2024, j'assumerai avec responsabilité et fermeté toutes les charges qui incombent à ma fonction. En vertu du mandat que vous m'avez confié et en étroite cohérence avec mon serment constitutionnel, je continuerai de consacrer toutes mes forces à défendre, sans failles, les institutions constitutionnelles de la république, le respect des décisions de justice, l'intégrité du territoire, la protection des personnes et des biens. Je resterai à vos côtés, à votre écoute et au service de la république et de la nation.

Nous avons des réalisations indéniables et un potentiel incroyable. Mais soyons vigilants et conscients des difficultés, des obstacles qui sont réels et de l'activisme des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur.

L'enjeu essentiel pour moi, c'est que notre cher Sénégal, ce pays que j'ai à cœur, que vous avez à cœur, garde le cap vers l'émergence dans la voie de l'action, de la paix, de la stabilité, du respect du droit, de l'ordre public, dans l'unité nationale et la cohésion sociale.

Cela exige de chacune, de chacun de nous l'adhésion à notre modèle de société fondé sur la démocratie, la liberté, le respect de nos valeurs socio culturelles, le respect de ce vivre ensemble qui a su jusqu'ici nous rassembler et nous ressembler, le respect de nos religions, de nos confréries et de nos guides religieux. En somme, le respect de notre identité collective sénégalaise qui est ancrage dans le socle socioculturel sénégalais et africain, mais aussi ouverture dans la modernité.

C'est seulement ainsi que nous pourrons poursuivre, ensemble, épaule contre épaule, notre élan commun vers notre destin commun, fidèles à notre devise nationale : Un Peuple, Un But, Une Foi.

Vive la République !

Vive le Sénégal.